



## Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

355 | septembre-octobre  
Varia

---

# L'encadrement des circuits courts. Du secteur agricole aux territoires ?

*The framing of short food supply chains: from agricultural sector to territories?*

Pierre Naves

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4978>

DOI : 10.4000/economierurale.4978

ISSN : 2105-2581

### Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

### Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2016

Pagination : 3-19

ISSN : 0013-0559

### Référence électronique

Pierre Naves, « L'encadrement des circuits courts. Du secteur agricole aux territoires ? », *Économie rurale* [En ligne], 355 | septembre-octobre, mis en ligne le 30 septembre 2018, consulté le 01 mai 2019.  
URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4978> ; DOI : 10.4000/economierurale.4978

---

# L'encadrement des circuits courts

## Du secteur agricole aux territoires ?

Pierre NAVES • Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim (UMR 5116)  
pierrenaves@gmail.com

D'après une enquête réalisée à partir d'entretiens auprès de représentants des organisations professionnelles agricoles et d'agents des collectivités territoriales du territoire aquitain, l'auteur propose une analyse originale et multiscale des dynamiques par lesquelles les collectivités territoriales encadrent la distribution des produits agricoles. Les difficultés des Chambres d'agriculture à encadrer les circuits courts et l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique ont contribué à favoriser l'implication des collectivités territoriales dans le développement de formes d'agriculture territorialisées. L'irruption de ces nouveaux acteurs se traduit par un glissement sémantique des circuits courts aux circuits de proximité et par une re-problématisation des enjeux associés.

**MOTS-CLÉS :** *circuits courts, collectivités territoriales, action publique, organisations professionnelles agricoles, proximités*

### ***The framing of short food supply chains: from agricultural sector to territories?***

*Drawing upon interviews with representatives of farming organizations and regional authorities in the Aquitaine region, this article proposes an original and multiscale analysis of how local authorities support the distribution of local agricultural products. Difficulties experienced by this region's Chambers Agriculture to monitor short food supply chains and the opening of a policy window have encouraged the involvement of local policy communities in the development of territorialized agriculture. The emergence of these new vehicles for public action is reflected in a semantic shift, from short food supply chains to local food systems and in a re-problematisation of associated issues. (JEL: Q18).*

**KEYWORDS:** *short food supply chains, local authorities, public policy, farming interest groups, proximities*

Censés résoudre les problèmes posés par l'industrialisation et le manque de transparence des chaînes alimentaires, rapprocher les producteurs et les consommateurs en recréant du lien social entre eux (Bénézech, 2007 ; Amemiya, 2011), revitaliser l'agriculture périurbaine en maintenant un tissu agricole dense de petites exploitations en proximité des centres urbains (Aubry et Chiffolleau, 2009 ; Chiffolleau, 2012), les circuits courts ont été principalement traités comme des innovations sociales garantes d'une alimentation durable (Chiffolleau et Prévost, 2012) et d'une pérennisation des revenus agricoles (Goodman, 2004). L'importance des Associations pour le maintien d'une

agriculture paysanne (Amap) dans le processus de visibilité des circuits courts en France et les nombreux travaux qui y ont été consacrés (Mundler, 2007 ; Lamine et Perrot, 2008 ; Olivier et Coquard, 2010) ont amené, à la suite de travaux anglo-saxons, à organiser une pensée du « grand partage » entre le monde chaleureux et interpersonnel des circuits courts et le monde froid et anonyme des filières longues, sans que ne soient réellement prises en compte les modalités d'articulation de ces mondes, à quelques exceptions près (Le Velly et Dubuisson-Quellier, 2008 ; Praly *et al.*, 2014).

De fait, les analyses sur le développement des circuits courts ont été portées à

partir du cadre forgé par la sociologie économique des marchés (Chiffolleau, 2009), sans que toutefois cette branche ait eu le monopole des études sur le sujet, comme en témoignent les travaux en sciences de gestion sur la perception des consommateurs de la proximité des circuits courts (Hérault-Fournier *et al.*, 2012 ; Merle et Piotrowski, 2012), ou encore les analyses des géographes et des économistes de la proximité sur la dimension territoriale des circuits courts (Chevallier *et al.*, 2014). Alors que les premières recherches sur les circuits courts ont été déployées à partir du concept d'encastrement développé par M. Granovetter (1985), les analyses en termes de proximités tendent à s'affirmer aujourd'hui comme un programme de recherche plus large et fécond (Prally *et al.*, 2009, 2014) permettant d'analyser la fabrique territoriale et institutionnelle des circuits courts.

À ce jour, si les circuits courts font l'objet d'un consensus moral en termes de bénéfices par rapport aux chaînes alimentaires industrialisées (transparence et qualité pour les consommateurs, indépendance économique vis-à-vis des distributeurs ou des transformateurs pour les producteurs, développement territorial et respect de l'environnement pour les territoires), nous ne nous placerons pas dans une posture normative par rapport à ces bienfaits, réels ou supposés. Par ailleurs, ce terme reste fortement polysémique et n'a de cesse d'être travaillé par les chercheurs et les acteurs de terrain pour l'ajuster à la réalité qu'il est censé décrire. Ainsi, plusieurs tentatives de définition se sont succédé au cours des dix dernières années – bien que l'usage de l'expression soit largement antérieur à cette période – témoignant de la force des controverses entourant cette question. En France, depuis 2009 dans le cadre du « Plan d'action pour développer les circuits courts : renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs », ceux-ci sont définis comme « un mode de

commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire entre l'exploitant et le consommateur ». Cette définition s'appuie en partie sur des définitions antérieures, notamment celle reposant sur une double distinction de l'échange de biens alimentaires selon l'existence ou non d'un intermédiaire et la nature, collective ou individuelle, de l'échange proposé dans le cadre du projet CROC<sup>1</sup> (Chaffotte, 2006). C'est à cette définition relationnelle que nous nous référerons dans notre texte quand nous parlerons de circuits courts, tout en reconnaissant son caractère imparfait. En effet, elle met de côté la dimension géographique de ces systèmes, par ailleurs souvent au cœur des projets collectifs visant à les développer, même implicitement.

À partir d'une analyse historique basée sur une lecture approfondie de la littérature existante, de l'exploitation directe d'entretiens réalisés entre 2012 et 2015 avec des représentants d'organisations professionnelles agricoles (8) et des agents des collectivités territoriales du territoire girondin (12) dont certains agissent à l'échelle régionale (Chambre régionale d'agriculture, Conseil régional)<sup>2</sup>, ainsi que de l'appui plus indirect d'une enquête plus vaste toujours en cours<sup>3</sup>, nous reviendrons sur la manière dont cette prise en charge au niveau d'un département a évolué dans le temps. Nous

1. Compétences, Réseaux, Observatoire et Communication pour soutenir l'agriculture locale par des réseaux de proximité.

2. Afin de préserver l'anonymat de nos acteurs, nous avons préféré n'indiquer que leur organisme de rattachement sans plus de précision pour le poste qu'ils y occupent, certains étant trop facilement reconnaissables.

3. Dans le cadre d'une thèse en sociologie portant sur la distribution des fruits et légumes en Aquitaine et la manière dont l'émergence de nouvelles institutions, les « circuits courts » et les « circuits de proximité » reconfigurent les relations politiques et économiques au sein de cette filière.

développerons dans un premier temps une analyse socio-historique de l'encadrement des circuits courts, en montrant que les espoirs qu'ils suscitent chez les consommateurs et les collectivités territoriales incitent aujourd'hui les représentants de la profession à faire évoluer leur offre d'accompagnement pour répondre aux nouvelles demandes formulées à leur égard. Dans un deuxième temps, à partir d'une analyse de l'émergence des politiques publiques en faveur des circuits courts et leur déploiement au niveau infranational, nous chercherons à montrer comment l'implication d'acteurs publics territoriaux dans la gouvernance des politiques agricoles entraîne un processus de requalification des enjeux associés aux circuits courts, en mettant en avant leur dimension territoriale. Enfin, nous nous intéresserons à la mise en œuvre concrète de ces circuits courts au niveau du territoire girondin en montrant qu'en fonction des compromis noués autour de projets ancrés territorialement par des acteurs appartenant à des mondes différents, en fonction des ressources et contraintes, des solutions très variables sont adoptées dans le développement de ces modes de commercialisation.

Finalement, cet article montre que le processus d'institutionnalisation des circuits courts en tant qu'objectif d'action publique est encore faiblement stabilisé et qu'il se heurte à un problème de requalification des enjeux associés à ces modes de commercialisation. Nos conclusions nous orientent vers la prise en compte de la variété des configurations alimentaires locales, en fonction de la manière dont les enjeux sont problématisés par des configurations d'acteurs variées.

### **L'encadrement sectoriel des circuits courts Un champ en construction**

Alors qu'ils apparaissaient encore au début des années 2000 comme des pratiques

marginales, les circuits courts font l'objet aujourd'hui d'une attention soutenue de la part de l'ensemble des acteurs du développement agricole. Mais cette redécouverte de l'intérêt économique que peuvent représenter ces modes de commercialisation des produits agricoles pour les exploitations ne va pas sans questionner les organisations professionnelles dans leur ensemble et l'accompagnement qu'elles peuvent fournir aux agriculteurs désirant développer ces systèmes de commercialisation.

#### **1. De la disqualification des circuits courts à leur progressive redécouverte**

Peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale et sous l'influence d'un petit groupe de jeunes agriculteurs particulièrement innovants se met en place un système de « cogestion corporatiste de la politique agricole » (Muller, 2000) fondé sur une collaboration étroite entre les organisations professionnelles et l'État. Ce système de gouvernement sectoriel fait émerger un nouveau système de normes professionnelles centré sur la dimension technique de l'activité. Par ailleurs, les lois de modernisation agricole de 1960 et 1962, en reconnaissant l'existence des coopératives, dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la Politique agricole commune (PAC), incitent les agriculteurs à se recentrer sur ce qui est présenté comme leur cœur de métier, la production, et à déléguer aux coopératives la mise en marché.

Alors que la vente directe sur les marchés, les foires et à la ferme représentait jusque dans les années 1960 la principale forme de commercialisation des produits agricoles, elle est progressivement disqualifiée d'un point de vue professionnel et se trouve confinée à un rôle marginal et local (Wackermann, 1977), à mesure que les échanges de produits agricoles se dématérialisent. Pourtant, dès les années 1980, ce modèle de développement commence à montrer ses limites avec la multiplication des crises de surproduction, la grande

variabilité des prix agricoles (et donc des revenus des exploitations) et la méfiance croissante d'une partie des consommateurs à l'égard de la qualité des produits agroalimentaires.

Alors que le modèle paysan semblait à la fin des années 1960 condamné à disparaître, des voix dissonantes se font entendre depuis le monde agricole et commencent à défendre un modèle alternatif de développement agricole, organisé autour des mouvements de l'agriculture biologique qui trouvent dans les Centres d'initiatives pour valoriser le milieu rural (CIVAM) une caisse de résonance. Par ailleurs, les travaux de Muller *et al.* (1989) sur les entrepreneurs ruraux montrent que des formes d'entrepreneuriat, intégrant la fonction commerciale en tant que pilier central de l'exploitation, subsistent et font même preuve d'étonnantes capacités d'innovation, en marge des référentiels professionnels dominants.

En lien avec les projets d'agriculture qu'elles défendent, ces organisations professionnelles minoritaires ont depuis longtemps reconnu la pertinence de la vente directe pour des exploitations agricoles souvent faiblement spécialisées et ne disposant pas des volumes leur permettant d'être compétitives sur les marchés en gros. En accompagnant les agriculteurs dans leurs projets de commercialisation en circuits courts, elles ont également contribué à faire émerger un débat au sein même de la profession quant à la possibilité d'une « autre » agriculture et ont forcé les organisations professionnelles dominantes à se positionner sur la question des circuits courts (Dumain et Maurines, 2012) ; d'autant plus que ces modes de commercialisation demeuraient, malgré tout, répandus en complément des ateliers destinés à l'expédition ou à la vente en gros.

L'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) crée en 1988 deux marques – Bienvenue à la ferme (BAF) et Marchés de Producteurs de Pays

(MPP) – marquant son engagement dans la valorisation directe par les exploitants de leur production auprès des consommateurs. En même temps, le positionnement des Chambres sur la question des circuits courts reste sensiblement différent de celui des acteurs alternatifs. En effet, elles envisagent principalement ces modes de commercialisation sous l'angle de la diversification des activités et du revenu agricoles, les acteurs alternatifs défendant plutôt une conception des circuits courts construite à l'échelle des exploitations, les considérant comme des instruments de pérennisation et d'autonomisation (Olivier, 2012).

Néanmoins, les Chambres d'agriculture contribuent aujourd'hui, à l'échelle locale, au développement de projets collectifs et innovants en circuits courts, au-delà de leurs marques traditionnelles que sont les MPP et BAF. À la fin de l'année 2012, le premier *drive* fermier français voit le jour à Bordeaux. Cette démarche est initiée par un élu de la Chambre girondine ayant lui-même développé une activité de circuits courts au niveau de son exploitation. Le principe de ce *drive* est de créer une plateforme virtuelle sur laquelle les clients commandent chaque semaine des produits issus d'une vingtaine d'exploitations girondines, recrutées dans un premier temps par rapport à leur implication et à leur dynamisme dans les réseaux MPP et BAF. Chaque semaine, quelques agriculteurs sont présents sur un point de retrait et servent les clients dans une relation de vente directe. Depuis, de nouveaux points de retrait ont été ouverts sur l'agglomération bordelaise, puis dans le département, et de nouveaux agriculteurs ont intégré la démarche qui n'était pas liée aux réseaux MPP ou BAF.

## **2. Des compétences professionnelles à redéfinir, des référentiels technico-économiques à construire**

Malgré un intérêt renouvelé des Chambres d'agriculture pour les circuits courts et la

mise en œuvre de démarches collectives innovantes, leur accompagnement par la profession demeure aujourd'hui encore un élément problématique. Si certaines de ces organisations ont depuis longtemps intégré ce point dans leurs services proposés aux agriculteurs ou collaboré avec des organismes de recherche autour de ces questions, en Aquitaine et en Gironde en particulier, l'intérêt des Chambres d'agriculture est plus récent. Elles ont encore du mal à saisir les demandes des nouveaux publics candidats à l'installation, notamment les hors cadres familiaux porteurs de projets en maraîchage sur de petites surfaces et orientés vers la vente directe en Amap, à la ferme ou sur les marchés.

Confrontée aux nouvelles demandes d'accompagnement émises par les agriculteurs désirant s'installer en circuits courts et à leur augmentation, la Chambre d'agriculture de la Gironde se voit contrainte de faire évoluer son offre de services techniques et économiques. En 2012, une association de producteurs de fruits et légumes girondins très proche de la Chambre d'agriculture décide de recruter une conseillère technique en maraîchage et l'intègre au suivi de l'installation des nouveaux maraîchers, en lien avec un technicien de la Chambre d'agriculture :

*« Il y a un gros volet, c'est tout ce qui est appui aux porteurs de projet en installation ou aux nouveaux installés. Donc c'est-à-dire que depuis cet automne, tout porteur de projet en maraîchage qui se présente pour une installation, derrière il est suivi par un conseiller installation de la Chambre, et par moi-même aussi. Donc en fait... pour apporter vraiment le volet technique et le volet gestion de l'entreprise, compta et juridique. [...] Parce que c'est vrai qu'aujourd'hui on a quand même le souci, sur de très petites exploitations avec de toutes petites surfaces, de toutes petites structures, et qui des fois ont du mal à vivre et à survivre donc voilà le*

*but c'est de professionnaliser tous ces nouveaux installés. »*

(Association Technique Fruits et Légumes, décembre 2013)

Cependant, les circuits courts, du fait de leur redécouverte relativement récente, suscitent toujours des interrogations chez les Chambres, notamment parce que les attentes d'une partie des nouveaux entrants apparaissent en décalage par rapport aux exigences de ces modes de commercialisation. Le manque de recul sur ces expériences et la rareté des référentiels technico-économiques stabilisés pour les exploitations commercialisant leurs produits en circuits courts<sup>4</sup> amènent les techniciens des Chambres à une certaine prudence dans l'accompagnement des agriculteurs désirant développer ces systèmes, en dépit de l'intérêt porté par les élus locaux à ces démarches :

*« Et je me dis que pour les techniciens agricoles qui aujourd'hui se retrouvent avec de jeunes agriculteurs qui arrivent au métier avec l'envie de s'installer en circuits courts ben... des fois on peut s'interroger sur le fait de savoir si on les amène vraiment au bon endroit où est-ce qu'il y a un risque qu'ils se cassent la figure, mais parce qu'on n'a pas de vision. On sait juste que tout le monde veut du circuit court mais après... enfin c'est surtout les prescripteurs quoi, même pas le consommateur. »*

(Chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine, décembre 2012)

En particulier, le manque de données chiffrées permettant d'évaluer et caractériser la demande réelle pour les produits commercialisés en circuits courts semble

4. On peut toutefois noter le projet Casdar « références circuits courts » coordonné par D. Capt et Y. Chiffolleau dont le but était justement de fournir des référentiels technico-économiques pour six filières de produits commercialisés en circuits courts, dont les fruits et légumes ou les volailles.



être un frein au soutien accordé à ces projets par les financeurs, malgré l'initiation d'un projet d'observatoire régional piloté par la Chambre régionale d'agriculture et le Conseil régional, qui, trois ans après sa création, n'a toujours pas permis la production des référentiels tant espérés :

*« Il y a eu pas mal d'écrits, mais le projet observatoire régional souhaité par la Région et où la Chambre régionale est partenaire, devrait justement avoir cette vocation, la production de référentiels. Alors il existe des référentiels, mais bon certains sont nationaux, il faut les trouver, c'est compliqué. [...] Donc c'est vrai que c'est un peu un frein, notamment pour les organismes bancaires qui savent pas trop comment se positionner. »*

(Chambre d'agriculture  
de la Gironde, mai 2015)

Ce problème n'est toutefois pas l'apanage de la Chambre d'agriculture de la Gironde, qui est régulièrement associée, en tant que commanditaire ou partenaire opérationnel des projets de recherche, aux travaux visant à produire des données objectivées sur les exploitations commercialisant leurs produits *via* des circuits courts. Ainsi, les techniciens des organisations de producteurs biologiques, accompagnant pourtant depuis plus longtemps les producteurs désirant développer ces modes de commercialisation sur leur exploitation, déclarent eux aussi être confrontés à un manque de données objectivantes :

*« Ce qui est sûr à l'heure actuelle, c'est que sur les circuits courts en fruits et légumes en bio en Gironde, il n'y a personne qui accompagne les producteurs... et donc ça tombe bien parce que j'ai un peu l'expertise, mais j'aimerais bien être vraiment bien formée sur ce volet pour aider les producteurs à se situer économiquement, donc être informée sur la partie évolution des débouchés. »*

(Agrobio Gironde, février 2014)

Les nouveaux enjeux associés à la commercialisation *via* des circuits courts obligent donc l'ensemble des organisations professionnelles à faire évoluer leur offre de services aux agriculteurs et à développer de nouveaux champs de compétences. En particulier, les Chambres d'agriculture doivent désormais composer avec les besoins d'accompagnement spécifiques d'agriculteurs désirant s'installer sur de petites exploitations orientées vers la vente directe. Les organisations paysannes ou de développement de l'agriculture biologique, si elles sont moins bouleversées par ces nouvelles demandes, manquent souvent d'outils d'analyse ainsi que de compétences en gestion qui leur permettraient de proposer des référentiels technico-économiques pertinents pour les agriculteurs.

### **L'émergence des politiques publiques en faveur des circuits courts**

En dépit du caractère flottant des connaissances et des compétences les concernant, les circuits courts sont réinvestis depuis le début des années 2000 par les organisations sectorielles qui y voient un moyen de répondre aux nouveaux enjeux associés à l'agriculture et à l'alimentation par les pouvoirs publics (renouer le lien social entre producteurs et consommateurs, garantir une alimentation de qualité pour tous, contribuer au développement local/rural). Nous analyserons, dans cette section, les échelles à travers lesquelles les politiques publiques visant à développer ces modes de commercialisation se déploient et comment elles transcendent les frontières traditionnelles des politiques sectorielles en impliquant, de la problématisation à la mise en œuvre, des acteurs extérieurs au monde agricole.

#### **1. L'ouverture d'une *policy window* en faveur des circuits courts**

L'attention portée par les pouvoirs publics, quelle que soit l'échelle où ils se situent

(Europe, État, région, département, collectivités locales), à la question des circuits courts est relativement récente dans l'histoire des politiques agricoles et correspond à un changement de regard sur la fonction sociale, environnementale et territoriale de l'agriculture.

Au niveau européen, les réformes de la PAC de 1992 et 1999 marquent une évolution décisive dans les soutiens communautaires de l'agriculture et une attention de plus en plus marquée à sa multifonctionnalité et à sa dimension environnementale. La création du second pilier de la PAC centré sur le développement rural en 1999 marque un nouvel intérêt pour la dimension territoriale de l'agriculture. Les réformes successives de 2003 et 2013 ouvrent une « fenêtre d'opportunité » (Kingdon, 1984) pour la mise à l'agenda de la question des circuits courts. Le second pilier de la PAC, au titre de la politique de développement régional et de cohésion territoriale, permet entre autres l'ouverture des financements du Fonds européen agricole de développement rural (Feader) aux acteurs ruraux non agricoles, rompant ainsi avec une vision traditionnellement agro-centrée de la politique agricole (Berriet-Sollicet et Trouvé, 2010). Cette ouverture des fonds de la PAC permet à des collectivités territoriales et des acteurs privés ou associatifs réunis au sein de Groupes d'action locaux (GAL) de s'emparer de la question agricole selon une logique ascendante et trans-sectorielle. La plupart d'entre eux intègrent à cette occasion un volet portant sur la distribution des produits agricoles via la mise en œuvre de circuits courts :

*« Par exemple, je prends le Périgord vert. Alors eux, c'est un territoire qui a une grande expérience sur Leader parce que je crois que c'est leur troisième programme. Et donc très rapidement ils ont regardé leur territoire, ils ont dit que c'était un territoire éminemment agricole, ils ont créé beaucoup d'espaces de dialogue avec*

*l'ensemble des représentants agricoles sur le secteur et ils se sont rendu compte que c'était une thématique sur laquelle il y avait besoin d'énormément d'ouverture dans un premier temps, d'énormément de communication, de meilleures connaissances du secteur. Et c'est vrai que le programme Leader a été véritablement un creuset... Et je parle d'actions qui datent plutôt des années 2000. Ils étaient très en avance par rapport à ça. Mais c'est vrai que le boom des expériences menées par les territoires sur les circuits courts c'est plutôt sur les dernières années tout de même. »*

(PQA, janvier 2014)

Au niveau national, plusieurs éléments concourent à la mise à l'agenda politique des circuits courts dans le courant des années 2000. En 1999, les lois relatives à la mise en œuvre des politiques dites « Agenda 21 » portant sur le développement durable introduisent des notions relatives au développement de pratiques agricoles écologiquement responsables en lien avec l'alimentation des populations locales. En 2007 les rencontres du Grenelle de l'environnement et les engagements visant à introduire 20 % de produits biologiques dans la restauration collective contribuent à mettre en avant le rôle de la commande publique dans la transformation des pratiques agricoles et à interpellier les acteurs publics quant à la relocalisation des approvisionnements des restaurants publics. Enfin, en 2009 est mis en place un groupe de travail intersectoriel à l'initiative du ministre de l'Agriculture et de la Pêche Michel Barnier. Ce groupe de travail associant l'État, plusieurs organismes de recherche, les collectivités territoriales, les syndicats agricoles ainsi que des structures ayant déjà mis en œuvre des circuits courts a pour rôle de stabiliser une définition « officielle » des circuits courts. Les conclusions de ce groupe de travail sont intégrées au Plan national pour une « offre alimentaire, sûre, diversifiée et durable »



de 2008. Ce plan est décliné en Plan régional pour l'offre alimentaire (2009) et mis en œuvre au niveau régional par l'État déconcentré *via* ses Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) qui voient, dans ce contexte, leur rôle évoluer : elles sont progressivement amenées à adopter une fonction de médiatrice et d'animatrice du territoire, là où elles n'exerçaient avant qu'une fonction de contrôle et de suivi financier et administratif (Olivier, 2012).

## 2. Les politiques en faveur des circuits courts, entre secteur et territoire

Si la construction des politiques publiques est indissociable d'une certaine sectorisation des problèmes à traiter, le cadre d'intervention sectoriel est aujourd'hui régulièrement débordé par les politiques territoriales. Ce renversement se traduit par un fractionnement de l'agenda politique : chaque entité territoriale est à même de définir un certain nombre de problèmes, de déclencher la mise en place de politiques locales (Muller, 2011) mais également de réorganiser les rapports entre les autorités locales et l'État déconcentré, le modèle classique de régulation croisée entre le centre et la périphérie ayant été progressivement remplacé par l'institutionnalisation de l'action collective au niveau territorial (Le Pape et Smith, 1998). Ces éléments donnent corps à la thèse d'une territorialisation des politiques sectorielles, en particulier des politiques agricoles (Rieutort, 2009 ; Esposito-Fava, 2010), ce processus se traduisant par l'irruption d'enjeux de développement territorial dans les politiques agricoles.

L'émergence d'une politique publique en faveur des circuits courts s'inscrit largement dans ce cadre d'action, oscillant constamment entre prise en charge sectorielle et territoriale, les Chambres d'agriculture étant régulièrement débordées par les demandes des collectivités territoriales

et les démarches qu'elles mettent en œuvre. Au niveau local, le Conseil régional d'Aquitaine se dote en 2011 d'un instrument de politique publique visant à structurer le développement des circuits courts et de proximité. Ce plan se décline en quatre axes destinés à financer des investissements collectifs liés à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits en circuits courts (axes 1, 2 et 3) et à les accompagner et les structurer (axe 4). Les trois premiers axes sont destinés aux agriculteurs désirant développer ces formes de commercialisation, le quatrième s'adresse plutôt aux acteurs non-agricoles, souhaitant mettre en œuvre des projets structurants à l'échelle d'un territoire, comme l'introduction de produits locaux dans les services de restauration collective. Ce plan recoupe donc des enjeux sectoriels (aider les agriculteurs à développer des projets collectifs de commercialisation en circuits courts) et territoriaux (construire une offre de proximité à l'échelle d'un territoire) :

*« Ce plan rassemblait ce qui était déjà en place, à savoir des aides à la transformation et des aides à la commercialisation, en rajoutant deux autres volets. Un volet amont qui était un appui à la production pour les agriculteurs qui commercialisent en circuits courts. Donc là c'est plutôt de l'aide à la production pour le maraîchage et l'horticulture. Et a été ajouté dans ce plan un quatrième volet, qui est plutôt un volet d'accompagnement et de structuration qui a vocation à aider plutôt les projets collectifs en circuits courts, avec une aide plutôt en amont d'un projet collectif, qui est une aide, souvent, pour mettre en place une étude, une étude de marché, d'opportunité, pour monter un projet collectif en circuits courts. Soit ça peut être, plus spécifiquement, ce qu'on voit apparaître depuis quelques années, des projets mixtes public/privé pour mettre en place... En gros, ce sont des projets qui répondent aux Agendas 21 et développement durable*

*des villes, et la Région se propose d'accompagner les collectivités et/ou les agriculteurs qui travaillent ensemble à la mise en place de ces projets qui sont structurants pour le territoire. Et en général ces projets visent à approvisionner la restauration collective. »*

(Conseil régional d'Aquitaine, janvier 2014)

La politique régionale en faveur des circuits courts cherche à répondre à des exigences sectorielles en les mettant au service de projets de développement économique territorialisé. La mise en œuvre de cette politique suppose ainsi de mobiliser à la fois des interlocuteurs classiques du développement agricole (État déconcentré, Chambres d'agriculture et organisations professionnelles), mais aussi les territoires organisés qui, dans le cadre de projets cofinancés en partenariat avec l'Union européenne *via* les programmes Leader + et Feader, mettent en œuvre à l'échelle de leur territoire des projets de circuits alimentaires localisés. Si les premiers sont des partenaires identifiés de la politique régionale et participent à ce titre à l'orientation des mesures de politique agricole en faveur des circuits courts, les seconds en sont plutôt les bénéficiaires et sont moins associés aux décisions politiques concernant le montage des financements. La politique régionale en faveur des circuits courts, dans son élaboration et sa conception, demeure donc bien une politique sectorielle, mais l'implication croissante des collectivités locales dans des démarches de relocalisation de l'alimentation implique de prendre en compte la dimension territoriale – c'est-à-dire intersectorielle – des enjeux qui y sont associés. De fait, le croisement des dimensions sectorielles et territoriales de l'action publique en faveur des circuits courts impose à l'ensemble des acteurs du monde agricole de repenser leur définition de ces modes de commercialisation, en insistant

de plus en plus sur la dimension territoriale de ces derniers, ce qui les amène à préférer la notion de circuits de proximité à celle de circuits courts.

### 3. Des politiques aux démarches territoriales en faveur des circuits courts

À la différence de la politique régionale, les démarches visant à favoriser le développement et la structuration des circuits courts à l'échelle des collectivités territoriales (communes, communautés de communes ou d'agglomération, pays, parcs régionaux) ne renvoient pas à des formes de politique agricole locale. Elles s'inscrivent plutôt dans des stratégies de développement durable et/ou de développement local. Souvent, les démarches de type Agenda 21 ou la rédaction de documents de planification urbaine ou d'aménagement de territoire (Plan local d'urbanisme [PLU], Schéma de cohérence territoriale [SCOT]) sont saisies par ces collectivités comme des opportunités permettant d'inscrire ces actions à leur agenda politique :

*« Là c'est moi qui dis ça, mais pour moi c'est parce qu'on a posé par ailleurs la question, peut-être qu'on n'a pas trop su où la mettre, comme tous ces problèmes transversaux, donc on l'a mise dans l'Agenda 21. Je le vois plus comme ça que dans le sens inverse. C'est pas l'Agenda 21 qui a dit "Attention, il faut traiter la question alimentaire". C'est plus quelqu'un qui dit "On a un problème de souveraineté alimentaire" et l'Agenda 21 c'est le bon réceptacle. »*

(Communauté urbaine de Bordeaux, novembre 2013)

Ainsi, les projets d'agriculture territorialisée émanent bien plus souvent d'une volonté politique des élus locaux ou d'un effet d'aubaine dont profitent les collectivités qui s'emparent de cette question et cherchent ensuite à développer des partenariats avec les acteurs économiques du territoire qu'elles parviennent à identifier et

à fédérer, plutôt que de démarches ascendantes des habitants vers les élus ou les services techniques. L'introduction de produits locaux dans les services de restauration collective et la création de plateformes collectives permettant de grouper l'offre locale destinée à les alimenter est un bon exemple de ce type de partenariats territoriaux :

*« On a fait ces rencontres Collectivités/ Producteurs, et lors d'une de ces réunions, les collectivités nous ont dit : "On aimerait bien s'approvisionner, mais bon voilà, on a une lecture assez difficile de l'offre locale." Donc du coup, la demande des collectivités présentes, c'était de faire un catalogue, un peu comme peut faire un grossiste, un catalogue des produits locaux disponibles pour la restauration collective. [...] Donc là, très concrètement, ça se voulait le plus pratico-pratique pour les cantinières, pour pouvoir commander les produits aux producteurs et savoir vraiment précisément ce qu'il y avait à disponibilité. »*

(Pays Haut-Entre-Deux-Mers,  
avril 2014)

L'ouverture d'une fenêtre d'opportunité au niveau européen et national concernant les circuits courts a rapidement permis l'institutionnalisation d'une politique nationale, puis sa déclinaison en politiques régionales visant à développer ces modes de commercialisation. Une des spécificités de ces politiques est qu'elles ne concernent pas seulement les acteurs du monde agricole, mais s'adressent également aux collectivités territoriales infra départementales qui deviennent des acteurs centraux dans la mise en œuvre de systèmes alimentaires territorialisés (Capt *et al.*, 2014). Ce faisant, elles tendent donc à associer aux circuits courts des enjeux multiples (économiques, sociaux, identitaires, écologiques) et doivent donc établir de nouveaux espaces de dialogue et instituer des références partagées afin de mettre en œuvre des démarches territorialisées d'accompagnement des circuits courts.

## **La mise en œuvre des circuits courts à l'échelle territoriale**

En vertu de leurs compétences en matière de développement économique, d'aménagement et d'animation territoriale, mais également par le biais des injonctions nationales et européennes en matière de développement rural, les collectivités territoriales deviennent des acteurs importants dans la structuration et le développement des circuits courts. Ce nouveau rôle en matière d'organisation des échanges des produits agricoles implique toutefois de créer de nouvelles proximités (institutionnelles ou cognitives) entre elles et les acteurs du développement agricole. Le caractère faiblement stabilisé de ces démarches et leur nature parfois expérimentale donnent à voir des modes d'action et de prise en charge encore extrêmement hétérogènes d'un territoire à l'autre, en fonction de compromis noués localement.

### **1. L'encadrement territorial des circuits courts Réorganiser les proximités**

La requalification d'enjeux sectoriels en enjeux de développement territorial local et l'implication croissante des collectivités territoriales dans la fabrication d'une alimentation territorialisée imposent de repenser le gouvernement des circuits courts localement et d'associer à l'animation de ces démarches des acteurs ne partageant pas forcément les mêmes points de vue sur le monde agricole, qui se connaissent mal, identifient peu les compétences de leurs interlocuteurs, voire même s'opposent pour des motifs politiques.

En particulier, les relations entre les collectivités infra départementales et la Chambre d'agriculture girondine semblent compliquées. L'irruption des premières dans le jeu de la régulation sectorielle locale peut être vue comme une intrusion par les secondes, d'autant que leurs compétences sont encore relativement mal connues

d'elles. Autrement dit, si les Chambres d'agriculture identifient les conseils généraux et plus récemment le conseil régional comme des partenaires légitimes de leur action (en tant que co-décisionnaires et financeurs), ce n'est pas encore le cas des entités agissant à une échelle infra départementale et dont la légitimité en matière d'action agricole est encore à construire. Ceci peut être expliqué à la fois par le flou qui, du point de vue des organisations professionnelles, entoure encore les compétences des collectivités territoriales en matière agricole. Malgré tout, la Chambre d'agriculture girondine, tout en conservant une définition des circuits courts centrée sur les producteurs, cherche aujourd'hui à se repositionner comme un acteur légitime vis-à-vis des collectivités territoriales qui cherchent à développer des circuits courts de proximité sur leur territoire :

*« Donc en fait ce sont des enjeux stratégiques pour nous d'être replacés dans le contexte du développement territorial. [...] Nous on l'a peut-être un peu moins été, on a peut-être été moins présents, maintenant pour nous, dans notre secteur d'activité, il faut essayer de reprendre le terrain. Et ça, c'est toujours compliqué quand on a abandonné le terrain d'y revenir, parce qu'il y a d'autres acteurs, il y a pas que les Chambres d'agriculture en matière de développement agricole, donc après il faut essayer de se redonner de la légitimité sur ce type d'activités. »*

(Chambre d'agriculture de la Gironde, mai 2015)

Dans ce contexte, les collectivités territoriales sont de plus en plus amenées à exercer une fonction de médiation entre ces différents publics pour les faire se rencontrer autour de ces problématiques qu'elles abordent avec des points de vue très spécifiques. La Région Aquitaine et l'État ont ainsi constitué en 2002 un groupement d'intérêt public, Pays et Quartiers d'Aquitaine (PQA), en charge de l'animation du

Réseau rural aquitain, de la capitalisation et de la mutualisation des expériences menées en termes de développement des circuits courts. Si, dans un premier temps, PQA oriente ses actions vers les territoires organisés et les territoires de projet bénéficiant des subventions européennes pour le développement rural, assez rapidement son implication sur la thématique des circuits courts l'oblige à redéfinir les contours de son action, ainsi que ses publics cibles :

*« Donc du coup on a proposé ce cycle [sur les circuits courts] qu'on a fait sur 2009-2010 [...]. C'était un cycle de rencontres avec les territoires : les pays, les communautés de communes, les communautés d'agglomération. Et puis surtout qu'ils arrivent à côtoyer l'ensemble des interlocuteurs sur ces sujets-là, que ce soit la Chambre d'agriculture, une association, des agriculteurs, c'était aussi ça l'objectif. »*

(PQA, janvier 2014)

C'est notamment au cours d'une de ces rencontres qu'un projet ambitieux visant à réintroduire des producteurs sur le carreau du Marché d'intérêt national (MIN) de Brienne verra le jour<sup>5</sup>. À la suite d'une discussion entre le directeur du MIN et un élu de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) faisant le constat de la disparition des producteurs du carreau et de l'intérêt de développer des circuits courts de proximité depuis cette plateforme, un projet porté par le service Économie sociale et solidaire (ESS) de la CUB et un incubateur d'initiatives solidaires voit le jour en adoptant un statut coopératif (Société coopérative d'intérêt collectif [SCIC]). Dès le début, le projet est orienté vers le marché

5. Le récit de la création du projet collectif est reconstitué à partir de l'analyse de quatre entretiens d'acteurs ayant œuvré à sa constitution (MIN de Brienne, février 2013 ; CUB, octobre 2013 ; Agrobio Gironde, février 2014 ; président SCIC, mars 2014).

des produits biologiques. Deux segments de marché sont visés : les commerçants/détaillants en produits biologiques dont la demande ne trouve pas de réponse sur le MIN, et les établissements scolaires. Rapidement, les associations de producteurs Bio d'Aquitaine et Agrobio Gironde rentrent dans le projet, la seconde recrutant un salarié chargé de l'amorçage du projet dès 2011. Mais faute de producteurs capables d'amener des volumes suffisants, une coopérative maraîchère bordelaise conventionnelle est contactée par le directeur du MIN de Brienne. De leur côté, les deux associations de producteurs biologiques s'occupent de recruter hors du département, la coopérative tentant de limiter l'entrée de producteurs girondins qui pourraient la concurrencer. Le modèle économique est posé et fait une large part à la coopérative, dont les apports représenteront 4/5<sup>e</sup> de l'activité de la SCIC, le reste étant fourni par un petit groupe d'agriculteurs biologiques lot-et-garonnais. À la suite de cette première orientation, la salariée d'Agrobio Gironde fait rentrer dans le projet deux nouveaux acteurs, le Conseil régional et le Conseil général, qui seront intégrés au conseil d'administration de la SCIC. Mais des dissensions internes à la coopérative l'amènent, à quelques semaines du lancement de l'activité, à se retirer du projet, au printemps 2013. Après ce départ, le lancement du projet est retardé. Entre-temps, de nouveaux producteurs biologiques sont contactés pour intégrer le projet *via* les réseaux d'agriculture biologique. Réticents dans un premier temps, le risque de voir un marché nouveau leur échapper sera enfin l'argument décisif pour eux. Finalement, la SCIC Loc'Halle Bio voit le jour en septembre 2013, un commercial étant embauché pour écouler la production d'une quinzaine de producteurs lot-et-garonnais, girondins, landais et charentais sur le carreau de Brienne.

Comme le montre cet exemple, les forums, les rencontres professionnelles

autour de thématiques associées aux circuits courts sont des lieux permettant de rapprocher les publics concernés par ces questions et donc d'initier une première forme de dialogue avant de passer à la réalisation de projets. D'autre part, l'émergence de ces projets collectifs ne va pas de soi, d'autant plus quand ils ne sont pas initiés par des acteurs productifs ou par leurs représentants institutionnels, qui n'arrivent que dans un second temps, au moment d'identifier les producteurs susceptibles de rentrer dans la démarche. Elle suppose une démarche d'intéressement, réalisée aussi bien au niveau des producteurs que des organisations agricoles, et des partenaires institutionnels ou associatifs.

## **2. Des circuits courts aux circuits de proximité**

### **Re-problématisation des enjeux**

La notion de circuit court, centrée sur la dimension relationnelle des échanges entre producteurs et consommateurs et la réduction du nombre d'intermédiaires entre eux, est aujourd'hui concurrencée par une nouvelle appréhension de ces modes de distribution qui fait de la réduction de la distance géographique entre eux le principal enjeu. Cette reproblématisation se traduit par un glissement sémantique par lequel la notion de « circuit de proximité » ou de « chaînes alimentaires de proximité » tend aujourd'hui à s'imposer dans l'espace professionnel et de la recherche<sup>6</sup>. Cette requalification peut être interprétée comme une évolution des rapports de force dans la construction du problème public autour de l'alimentation, entre la profession agricole et les collectivités territoriales, ces dernières devenant centrales dans ce

---

6. Ainsi, dans le cadre des Réseaux mixtes technologiques mis en place par le ministère de l'Agriculture depuis 2006 dans le cadre de la loi d'orientation agricole, un groupe « Chaînes alimentaires courtes de proximité » a été labellisé en janvier 2015.



processus de définition. Les agriculteurs et leurs représentants sont en quelque sorte débordés par les nouvelles attentes des collectivités territoriales, qui s'expriment désormais au moins autant en termes de développement des circuits courts permettant à de petites exploitations de survivre, voir de se développer qu'en termes de gouvernance et souveraineté alimentaire et de développement de systèmes alimentaires territorialisés impliquant aussi bien des producteurs, des transformateurs ou des commerçants :

*« Il y a une désectorisation dans le sens où, sur les projets collectifs, les exploitants que l'on croise cherchent à avoir des gammes suffisamment attrayantes pour pouvoir faire une offre en circuits courts qui va être rentable et pertinente. Donc là, clairement, on est sur le secteur strictement. Mais il y a des fois où on a une approche géographique. Ça va être sur un territoire donné, on construit ensemble une offre. Mais on voit aussi de l'intégration plutôt verticale, le long de la chaîne, où se marient des exploitants, des transformateurs, des boutiques spécialisées et l'idée c'est de dire qu'on commercialise en circuits courts, ou en tout cas de proximité, le long de la chaîne. »*

(Conseil régional d'Aquitaine, janvier 2014)

Ce glissement sémantique se traduit par l'ouverture du périmètre d'action autour de la distribution alimentaire localisée à de nouveaux acteurs, comme les coopératives ou les transformateurs. Un des problèmes auxquels sont confrontés les acteurs désirant développer des circuits de proximité à l'échelle girondine est en effet le manque de structures collectives de transformation ou de groupements de l'offre (comme c'était le cas pour la SCIC Loc'Halle Bio). Dans ce contexte, les réflexions en termes de circuits de proximité font de la création de ces outils collectifs et de l'intéressement des intermédiaires (transformateurs,

bouchers, artisans, commerçants/détaillants) des leviers nécessaires pour le développement de ces chaînes alimentaires ancrées territorialement :

*« Reste que l'on a candidaté à un programme LEADER et c'est clairement des actions [le financement de locaux commerciaux ou l'approvisionnement de la restauration collective] que l'on a inscrites dans notre candidature. Aider à la structuration des approvisionnements, de la vente directe. Donc on a déjà eu des projets d'outils de transformation, de mutualiser tout ça. Voilà les différents leviers qui s'offrent à nous, mais pour l'instant... Et je pense que l'on a besoin d'affiner un peu ce diagnostic. »*

(Pays Haute-Gironde, février 2015)

Le glissement sémantique vers la notion de « circuits de proximité » met donc en jeu la question de l'ancrage local, ou territorial, des activités agricoles. Il permet un élargissement des actions menées à de nouveaux intermédiaires, les agriculteurs n'étant donc plus les seuls acteurs à mobiliser dans le cadre de ces projets. Néanmoins, en pratique, les circuits de proximité impulsés par les collectivités territoriales demeurent, dans la plupart des cas, des circuits courts de vente directe. Même si ces démarches sont encore relativement peu institutionnalisées, l'effort des collectivités territoriales porte sur la création de démarches collectives impliquant différents degrés de coordination, allant de la création d'un réseau de producteurs en vente directe via un annuaire des producteurs locaux à des démarches plus structurées de boutiques collectives ou de drive :

*« Début 2013, on avait décidé de travailler sur la commercialisation collective. Certains producteurs voulaient faire une boutique collective. On avait beau leur rappeler les échecs qu'il avait pu y avoir deux ans avant, ils maintenaient mordicus l'idée de faire une boutique collective. On*



*a lancé un cycle de réunions avec les producteurs. On a fait une première réunion où on leur a présenté le champ des possibles en matière d'organisation collective, qui allait de la boutique collective, de la plateforme en ligne type drive fermier, et puis les plateformes d'approvisionnement. »*

(Pays Haut-Entre-Deux-Mers,  
avril 2014)

La solution finalement adoptée par les producteurs sera celle du *drive* fermier, la Chambre d'agriculture proposant un accompagnement technique et logistique performant, du fait de son expérience antérieure sur ce projet. Au-delà de la prise en charge du seul volet commercial, certaines collectivités territoriales développent des approches plus globales des circuits courts en travaillant autour des thématiques de l'installation, de la transmission et de la formation des agriculteurs :

*« Donc finalement, notre point de vue, c'est celui-là : essayons de réinvestir des terres qu'on a plus ou moins abandonnées, qui sont des terres agricoles riches, et pour leur donner une valeur, faisons en sorte que la production sur ces terres soit une production maraîchère à destination d'un marché local. En gros, mettons en place un système alimentaire local. Dans un but de sécurité alimentaire. »*

(Pays-Médoc, décembre 2013)

L'invention de ces filières territorialisées permet d'aborder la fonction d'intermédiation marchande (Debril, 2005) assumée par les collectivités territoriales dans le processus de relocalisation des systèmes alimentaires. Comme le montre Guiomar (2013), les collectivités infra départementales menant des politiques volontaristes d'installation de nouveaux agriculteurs peuvent ainsi peser sur leurs choix, en matière produits (maraîchage), de modes de production (biologiques) et d'orientations

commerciales (vente directe et restauration collective en local) :

*« Une abeille qui a été dans la ruche, à qui on a mis à disposition un terrain pour trente ans, quarante ans, un terrain communal, si elle produit pour aller vendre aux Sables-d'Olonne ou à Poitiers, on fera la gueule quand même. C'est-à-dire qu'il y a un marché local, quand même. »*

(Pays-Médoc, décembre 2013)

Comme le montre cet extrait, l'octroi d'une aide par la collectivité crée un système d'attentes vis-à-vis des choix de l'agriculteur dont on attend qu'il oriente son système de commercialisation vers le « marché local » en premier lieu, voire exclusivement. Ceci dit, rien n'est dit sur le véritable pouvoir coercitif dont bénéficiera le pays, face à des cas de « déviance » comme celui qui est pris en exemple.

\*

\* \*

Dans cet article, nous avons cherché à montrer que le processus d'institutionnalisation de l'encadrement sectoriel et territorial des circuits courts était encore en cours de stabilisation et, par conséquent, continuait à soulever des incertitudes et des tensions chez les organisations professionnelles et les collectivités territoriales. En particulier, les organisations professionnelles désirant accompagner ces modes de commercialisation souffrent d'un manque de repères objectivés permettant d'évaluer leur performance et leur pérennité pour les exploitations. L'ouverture d'une fenêtre d'opportunité au niveau européen puis national a récemment amené l'État et les collectivités territoriales à développer des politiques publiques visant à accompagner le développement de ces formes d'agriculture réputées plus « durables ». Ce faisant, elles tendent à assigner à ces types d'agriculture des enjeux de développement territorial qui concurrencent les enjeux purement sectoriels. La mise en

œuvre et l'accompagnement de ces projets d'agriculture territorialisée impliquent néanmoins d'initier un dialogue avec une pluralité d'acteurs marqués par leur appartenance à un même territoire afin d'établir des accords locaux sur le sens de l'action à entreprendre. On assiste ainsi depuis quelques années à un glissement sémantique, de la notion de circuit court vers celle de circuit de proximité, correspondant à une re-problématisation des enjeux associés à ces modes de commercialisation, du fait de l'implication croissante des collectivités territoriales dans cette problématique. Celles-ci développent d'ailleurs, à l'échelle de leur territoire, des approches globales des circuits de proximité qu'elles cherchent à mettre en œuvre, en travaillant de plus en plus sur des problématiques liées à l'installation et à la formation d'agriculteurs et sur l'intégration de nouveaux acteurs, tels que les transformateurs, les restaurateurs ou les commerçants.

Par conséquent, les actions menées en faveur des circuits courts sur les territoires ont souvent un caractère faiblement institutionnalisé et sont extrêmement dépendantes des compromis noués localement avec les acteurs du territoire (organisations professionnelles, agriculteurs, associations

de développement rural, consommateurs, intermédiaires). Ce travail mériterait d'être prolongé par une étude comparative sur l'institutionnalisation de la prise en charge des circuits courts par des acteurs publics et des organisations sectorielles dans plusieurs territoires pour étudier l'impact de ces compromis sur la morphologie territoriale des marchés de circuits courts, dans une perspective proche de celle développée par les travaux en termes de variétés des capitalismes (Hall et Soskice, 2001). L'idée sous-jacente à cette proposition est que les compromis politiques noués autour de la question des circuits courts de proximité à l'échelle d'un territoire structurent les configurations économiques et marchandes, et ainsi, les régimes de coordination des activités économiques – certains tendant plutôt vers un régime de coordination par le marché, d'autres vers l'invention de mécanismes de régulation (sectoriels ou territoriaux) orientant les pratiques économiques et marchandes des acteurs du territoire. ■

*L'auteur remercie chaleureusement les deux relecteurs anonymes désignés par la revue qui ont grandement contribué à l'amélioration de ce texte, grâce à la précision de leurs remarques.*

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amemiya H. (dir.) (2011). *Du Teikei aux Amap. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 354 p.
- Aubry C., Chiffolleau Y. (2009). Le développement des circuits courts et de l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles. *Innovations agronomiques*, vol. 5, pp. 53-67.
- Bénézech D. (2007). Les ressorts de l'échange de produits alimentaires différenciés : de l'information à la confiance. In H. Amemiya (dir.), *L'agriculture participative*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 137-149.
- Berriet-Sollic M., Trouvé A. (2010). La Politique agricole commune est-elle territoriale ? In B. Hervieu, *Les mondes agricoles en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 397-413.
- Capt D., Lépicier D., Leseigneur A. (2014). Le rôle des territoires de projet infrarégionaux sur l'agriculture et l'alimentation. Le cas du développement des circuits de proximité. *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1, 2, 3, pp. 105-113.

- Chaffotte L. (2006). Typologie des circuits courts et circuits de vente directe. *Fiches de commercialisation CROC et cahiers de l'Observatoire*. Montpellier, INRA.
- Chevallier M., Dellier J., Plumecocq G., Richard F. (2014). Dynamiques et structurations des circuits courts agroalimentaires en Limousin : distance institutionnelle, proximités spatiale et relationnelle. *Géographie, économie, société*, vol. 16, n° 3, pp. 339-362.
- Chiffolleau Y. (2009). From politics to co-operation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains. *Sociologica ruralis*, vol. 49, n° 3, pp. 218-235.
- Chiffolleau Y. (2012). Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture. *Économie rurale*, vol. 332, pp. 88-101.
- Chiffolleau Y., Prévost B. (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Noréis*, vol. 3, n°224, pp. 7-20.
- Debril T. (2005). La dynamique de la qualification dans l'échange marchand ? Le cas d'une filière ostréicole. *Économie rurale*, n° 286-287, pp. 44-56.
- Dumain A., Maurines B. (2012). Mëtisser les manières de gouverner. In H. Prigent-Simonin, C. Hérault-Fournier, *Au plus près de l'assiette, pérenniser les circuits courts alimentaires*. Paris, Quae, pp. 215-232.
- Esposito-Fava A. (2010). *Territorialisations et action agricole : quelles ressources et dispositifs pour quelle gouvernance ? Une analyse à partir des cas du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin, de Métropole Savoie et de Rovaltain*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Grenoble, 410 p.
- Goodman D. (2004). Rural European Redux? Reflections on Alternative Agro-Food Networks and Paradigm Change. *Sociologica ruralis*, vol. 44, n° 1, pp. 3-16.
- Granovetter M. (1985). Economic Action and Social Structure: the Problem of Embeddedness. *American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 3, pp. 481-510.
- Guimar X. (2013). Les politiques et les lois visant à développer l'agriculture (pé)urbaine française. *Le Déméter*, pp. 157-180.
- Hall P., Soskice D. (2001). *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*. Oxford, Oxford University Press, 570 p.
- Hérault-Fournier C., Merle A., Prigent-Simonin A.-H. (2012). Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ? *Revue Management & Avenir*, vol. 53, n° 3, pp. 16-33.
- Kingdon J. (1984). *Agendas, Alternatives and Public Policies*. Boston, Little Brown and Company, 240 p.
- Lamine C., Perrot N. (2008). *Les Amap : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Gap, Éditions Yves Michel, 140 p.
- Le Pape Y., Smith A. (1998). Regionalizations and Agricultures: Rhône-Alpes and Pays de la Loire Compared. *Regional and Federal Studies*, vol. 9, n° 2, pp. 16-31.
- Le Velly R., Dubuisson-Quellier S. (2008). Les circuits courts entre alternative et hybridation. In G. Maréchal, *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, Educagri, pp. 105-112.
- Merle A., Piotrowski M. (2012). Consommer des produits alimentaires locaux : Comment et pourquoi ? *Décisions marketing*, n° 67, pp. 37-48.
- Muller P. (2000). La politique agricole française : l'État et les organisations professionnelles. *Économie rurale*, n°255-256, pp. 33-39.
- Muller P. (2011). *Les politiques publiques*. Paris, Presses universitaires de France, 126 p.
- Muller P., Faure A., Gerbaux F. (1989). *Les entrepreneurs ruraux. Agriculteurs, artisans, commerçants, élus locaux*. Paris, L'Harmattan, 189 p.
- Mundler P. (2007). Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité. *Ruralia*, vol. 20, pp. 2-20.
- Olivier F. (2012). Le renouveau du paysage institutionnel. In H. Prigent-Simonin, C. Hérault-Fournier, *Au plus près de l'assiette : pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles, Quae ; Dijon, Educagri, pp. 199-213.
- Olivier V., Coquard D. (2010). Les Amap : une alternative socio-économique pour des

- petits producteurs locaux ?, *Économie rurale*, vol. 318-319, pp. 20-34.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Bon N., Cornée M. (2009). *La notion de proximité pour analyser les circuits courts*. XLVI<sup>e</sup> Colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P. (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie, société*, vol. 16, n°4, pp. 455-478.
- Rieutort L. (2009). Dynamiques rurales françaises et reterritorialisation de l'agriculture. *L'Information géographique*, vol. 73, n° 1, pp. 30-48.
- Wackermann G. (1977). La place des foires et marchés parmi les pôles français de commercialisation des produits agricoles. *Économie rurale*, n° 122, pp. 8-22.